

Rencontre avec les Partis Politiques

10 juillet 2014

Note Introductive

Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition

Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement de la Transition,

Mesdames et Messieurs les membres des Cabinets Présidentiels et de la Primature,

Mesdames et Messieurs les représentants des Partis et Associations Politiques,

Mesdames et Messieurs,

Les Partis et Associations Politiques ont émis le vœu de me rencontrer pour s'informer des grandes décisions prises par les Chefs d'Etat de la CEEAC à Malabo et discuter de la question de leur participation au Forum de Brazzaville.

Je tiens à apprécier à sa juste valeur cette démarche responsable qui permet de disposer d'éléments d'appréciation des décisions prises par la communauté internationale depuis la concertation de Malabo.

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, dans la recherche de solutions appropriées de sortie durable de la crise centrafricaine, la 5^{ème} session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (C.E.E.A.C) tenue le 21 octobre 2013 à N'Djamena (Tchad) avait instruit le **Secrétariat général de la CEEAC** de procéder à l'organisation dans les meilleurs délais d'une Conférence nationale incluant tous les acteurs de la vie politique et sociale de la République Centrafricaine.

Conformément à ces directives, la CEEAC a organisé en marge du Sommet de l'Union Africaine à Malabo, une réunion de concertation des Chefs d'Etat, le 27 juin 2014.

Suite à mon intervention lors de cette concertation et à l'évaluation de la situation politique, sécuritaire et humanitaire en République Centrafricaine faite par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (C.E.E.A.C), un appel a été lancé aux forces vives centrafricaines afin

qu'elles s'engagent dans une recherche de solution politique et pacifique pour sortir leur pays de la crise.

La rencontre de Malabo a aussi insisté sur la « nécessité d'une forte cohésion et d'une réelle unité d'action entre tous les acteurs de la Transition ».

Il a été également demandé au Secrétaire Général de la CEEAC, des Nations Unies et à la Commission de l'Union Africaine de mettre en place urgemment, avec l'appui des facilitateurs, une médiation internationale sous la conduite du Président Médiateur de la CEEAC, S.E. Monsieur Denis SASSOU NGUESSO, afin d'aider les centrafricains à reprendre, en terrain neutre, le chemin du dialogue en vue d'échanger sur une amélioration du cadre politique de gestion consensuelle de la Transition et de sortie de crise.

Les Chefs d'Etat de la CEEAC ont par ailleurs exprimé le "vœu de voir l'ensemble des acteurs de la crise faire partie de la solution et contribuer à la réussite de la transition, et ce, sans préjudice de la présentation de leur candidature aux prochaines échéances électorales”.

La demande expresse issue de la concertation de Malabo se base fondamentalement sur la résolution 2127 (2013) adoptée par le Conseil de Sécurité à sa 7072^{ème} séance, le 5 décembre 2013. Cette résolution considère entre autre que la situation en République centrafricaine constitue une menace pour la paix et *la sécurité internationale*. La saisine des trois entités (*Secrétariat Général des Nations Unies, la Commission de l'Union africaine et le Secrétariat Général de la CEEAC*) pour une médiation internationale confirme la supériorité du droit international et impose des sanctions liées au non-respect des engagements issus de cette concertation internationale.

Il a également été convenu de la tenue à Brazzaville d'un Forum pour la réconciliation nationale et le dialogue politique, sous l'égide du Médiateur de la CEEAC dans la crise centrafricaine, le Président Denis Sassou Nguesso de la République du Congo.

Ce Forum devra convenir de l'arrêt de toutes les violences, à travers la signature par les entités concernées, d'un accord de cessation des hostilités, du désarmement des groupes armés et d'un nouveau cadre politique de la transition.

Il ne sera donc pas question à Brazzaville d'examiner le Plan d'action discuté à Malabo ni d'y organiser un Dialogue National.

Le Forum de Brazzaville sera suivi d'autres étapes à conduire en RCA pour assurer la participation la plus large possible des différentes couches de la population centrafricaine et son appropriation du processus, à savoir des concertations organisées dans les différentes préfectures du pays et un Forum élargi à Bangui. Ce processus politique a été approuvé par le Groupe International de Contact sur la RCA au cours de sa 5^{ème} réunion tenue à Addis Abeba en Ethiopie le 7 juillet 2014.

Les expériences du 2^{ème} Sommet extraordinaire sur la Centrafrique (Libreville, 11 Janvier 2013) montrent qu'une mauvaise préparation et un manque de cohérence au niveau des acteurs nationaux serait préjudiciable à la conduite de la transition. Les autorités de la transition pensent qu'il est fondamental de se rendre à Brazzaville avec une vision claire et partagée du format de ce forum et que les participants soient bien imprégnés des enjeux du forum.

Il nous est donc paru important :

- d'informer et sensibiliser les participants sur le Forum de Brazzaville.
- de définir la liste et les critères de désignation des représentants des forces vives de la nation.
- d'échanger et d'harmoniser les points de vue des entités participantes sur le projet d'agenda du Forum.

Ainsi nous comptons organiser avant *Brazzaville* des consultations avec les diverses plates formes politiques, la Société civile pour qu'elles apprêtent leur mémorandum de sortie de crise.

Nous avons également pris l'initiative d'organiser la semaine prochaine un atelier préparatoire à ce Forum qui verra la participation de l'ensemble des forces vives de la Nation et qui s'inscrit dans la ligne de ces différentes démarches.

Je vous remercie pour votre aimable attention.